



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 77.758/2
du 18 juin 2025

advies 77.758/2
van 18 juni 2025

sur

over

un avant-projet de loi 'relatif à
l'accès au Registre national
des personnes physiques et
l'utilisation du numéro du
Registre national par le
Service Public Fédéral
Stratégie et Appui'

een voorontwerp van wet
'betreffende de toegang tot
het Rijksregister van de
natuurlijke personen en
het gebruik van het
rijksregisternummer door de
Federale Overheidsdienst
Beleid en Ondersteuning'

Le 19 mai 2025, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Action et de la Modernisation publiques, chargée des Entreprises publiques, de la Fonction publique, de la Gestion immobilière de l'État, du Numérique et de la Politique scientifique à communiquer un avis dans un délai de trente jours sur un avant-projet de loi 'relatif à l'accès au Registre national des personnes physiques et l'utilisation du numéro du Registre national par le Service Public Fédéral Stratégie et Appui'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre le 16 juin 2025. La chambre était composée de Patrick RONVAUX, président de chambre, Pierre-Olivier DE BROUX et Laurence VANCRAVEBECK, conseillers d'État, Jacques ENGLEBERT, assesseur, et Béatrice DRAPIER FACCO, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section, et Clément PESESSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre-Olivier DE BROUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 juin 2025.

*

Op 19 mei 2025 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Modernisering van de Overheid, belast met Overheidsbedrijven, Ambtenarenzaken, het Gebouwenbeheer van de Staat, Digitalisering en Wetenschapsbeleid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'betreffende de toegang tot het Rijksregister van de natuurlijke personen en het gebruik van het rijksregisternummer door de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning'.

Het voorontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 16 juni 2025. De kamer was samengesteld uit Patrick RONVAUX, kamervoorzitter, Pierre-Olivier DE BROUX en Laurence VANCRAVEBECK, staatsraden, Jacques ENGLEBERT, assessor, en Béatrice DRAPIER FACCO, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd, en Clément PESESSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre-Olivier DE BROUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 juni 2025.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite essentiellement son examen à la compétence de l'auteur de l'acte, au fondement juridique [‡] ainsi qu'à l'accomplissement des formalités prescrites, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)' (ci-après : le « RGPD »), combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), le considérant 96 de son préambule et, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d'une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement de données à caractère personnel.

Il ressort de l'exposé des motifs que

« [L]e présent avant-projet de loi vise à créer une base légale pour donner l'accès à la Direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui à certaines données du Registre national ».

L'avant-projet porte ainsi sur un traitement de données à caractère personnel.

L'avis de l'Autorité de protection des données a été sollicité le 7 juin 2025, c'est-à-dire postérieurement à la saisine de la section de législation.

Si l'accomplissement de cette formalité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d'État, les dispositions modifiées ou ajoutées qui ne seraient pas de pure forme ou qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis devraient être à nouveau soumises à la section de législation conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. L'avant-projet a pour objet de permettre au Service public fédéral Stratégie et Appui ou l'organisation qui lui succède d'accéder aux informations visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, de la loi du 8 août 1983 'organisant un registre national des personnes physiques' (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet) ce qui constitue une ingérence dans le droit au respect de la vie privée des personnes concernées, en l'occurrence le personnel de la fonction publique administrative fédérale ainsi que des citoyens non-membres de ce personnel visés par l'avant-projet, garanti notamment par l'article 22 de la Constitution et l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Dans son avis 70.542/AG/AV donné le 24 décembre 2021 sur un avant-projet de loi « relatif à la vaccination obligatoire des professionnels des soins de santé contre la COVID-19 », la section de législation a observé ce qui suit :

« 62. Pour être admissible au regard des dispositions précitées, l'ingérence dans l'exercice du droit au respect de la vie privée doit être définie en des termes clairs et suffisamment précis qui permettent d'appréhender de manière prévisible les hypothèses dans lesquelles le législateur autorise une pareille ingérence. Toute ingérence dans le droit au respect de la vie privée doit, en outre, reposer sur une justification objective et raisonnable et, par conséquent, être proportionnée aux buts poursuivis par le législateur ¹. Si les ingérences prévues par le projet à l'examen poursuivent un objectif légitime (voy. *supra*, n^{os} 43 à 45), il convient de vérifier le respect des exigences de légalité (i), de pertinence et de proportionnalité (ii).

i) La légalité

63. Sur le principe de légalité inhérent au droit au respect de la vie privée garanti par l'article 22 de la Constitution, l'assemblée générale de la section de législation a exposé ce qui suit dans son avis 68.936/AG précité :

« Conformément à l'article 22 de la Constitution, tout traitement de données à caractère personnel et, plus généralement, toute atteinte au droit à la vie privée, sont soumis au respect d'un principe de légalité formelle ².

¹ Note de bas de page 122 de l'avis cité : Avis 63.192/2 donné le 19 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n 54-3126/001, pp. 402 à 456 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63192.pdf>) ; avis 63.202/2 donné le 26 avril 2018 sur un avant-projet devenu la loi du 5 septembre 2018 'instituant le comité de sécurité de l'information et modifiant diverses lois concernant la mise en œuvre du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE' (Doc. parl., Chambre, 2017-2018, n° 54-3185/001, pp. 120 à 145, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/63202.pdf>).

² Note de bas de page 123 de l'avis cité : Note de bas de page n° 174 de l'avis cité : Déjà invoqué plus avant, numéros 70 et s.

En réservant au législateur compétent le pouvoir de fixer dans quels cas et à quelles conditions il peut être porté atteinte au droit au respect de la vie privée, l'article 22 de la Constitution garantit à tout citoyen qu'aucune ingérence dans l'exercice de ce droit ne peut avoir lieu qu'en vertu de règles adoptées par une assemblée délibérante, démocratiquement élue. Une délégation à un autre pouvoir n'est toutefois pas contraire au principe de légalité, pour autant que l'habilitation soit définie de manière suffisamment précise et porte sur l'exécution de mesures dont les 'éléments essentiels' sont fixés préalablement par le législateur³.

Par conséquent, les 'éléments essentiels' des traitements de données à caractère personnel doivent être fixés dans la loi elle-même. À cet égard, la section de législation considère que, quelle que soit la matière concernée, constituent, en principe, des 'éléments essentiels' les éléments suivants : 1°) les catégories de données traitées ; 2°) les catégories de personnes concernées ; 3°) la finalité poursuivie par le traitement ; 4°) les catégories de personnes ayant accès aux données traitées ; et 5°) le délai maximal de conservation des données'⁴ ⁵.

2.1. En l'espèce, l'avant-projet détermine l'identité du responsable du traitement (article 3, § 3, de l'avant-projet), le type de données nécessaires à la réalisation de ces finalités (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet), le délai de conservation des données (article 4, § 2, de l'avant-projet), les catégories de personnes concernées par les données qui seront traitées (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet) et les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées et les circonstances dans lesquelles elles le seront (article 4, § 1^{er}, de l'avant-projet).

2.2. En ce qui concerne les finalités du traitement des données, l'article 5, paragraphe 1, b), du RGPD impose qu'elles soient déterminées, explicites et légitimes. Ces finalités sont décrites comme suit par l'article 2 de l'avant-projet :

« La présente loi s'applique à la mise en œuvre de certains services fournis par la direction générale Recrutement et Développement du Service public fédéral Stratégie et Appui, tels que le recrutement, la sélection, la carrière, la certification, le développement et la prévention et la protection au travail ».

Cette formulation, qui fait mention de « certains services », suivis d'une liste dont le caractère exemplatif ressort de l'usage des mots « tels que », n'est pas suffisamment déterminée et explicite au sens de l'article 5, paragraphe 1, b), du RGPD.

Une telle finalité doit cependant être analysée au regard du contexte dans lequel le traitement de données est autorisé. À cet égard, l'article 3, § 1^{er}, 1° à 10°, de l'avant-projet permet de déterminer dix contextes dans lesquels le traitement de données est autorisé.

³ Note de bas de page 124 de l'avis cité : Note de bas de page n° 175 de l'avis cité : Jurisprudence constante de la Cour constitutionnelle : voir notamment C.C., 18 mars 2010, n° 29/2010, B.16.1 ; C.C., 20 février 2020, n° 27/2020, B.17.

⁴ Note de bas de page 125 de l'avis cité : Avis 68.936/AG précité, observation n° 101 (*Doc. parl.*, Chambre, 2020-2021, n° 55-1951/001, p. 119 ; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>).

⁵ Avis 70.542/AG/AV donné le 24 décembre 2021 sur un avant-projet de loi « relatif à la vaccination obligatoire des professionnels des soins de santé contre la COVID-19 », *Doc. Parl.*, Chambre, 2021-2022, n° 55-2533/001, pp. 57-119.

Interrogé sur ce point, le délégué de la Ministre a confirmé que les termes « certains services », reproduits à l'article 2, visent uniquement les services liés aux contextes listés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o à 10^o, et ce, tant pour les membres du personnel de la fonction publique administrative fédérale que pour les citoyens non-membres du personnel ⁶.

Dans cette mesure, les finalités du traitement des données apparaissent suffisamment déterminées et explicites.

2.3. En outre, conformément à l'article 5, paragraphe 1, c), du RGPD, les données à caractère personnel qui font l'objet d'un traitement doivent être « adéquates, pertinentes et limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées ». En l'espèce, les données faisant l'objet du traitement sont limitées à celles énumérées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, de la loi du 8 août 1983 (article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet).

Pour les citoyens non-membres du personnel, la section de législation n'aperçoit pas de prime abord la nécessité pour l'autorité d'avoir accès aux données suivantes :

- le lieu de naissance (article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, de la loi du 8 août 1983) dans toutes les circonstances visées à l'article 3, § 1^{er}, de l'avant-projet ;

- le sexe (article 3, alinéa 1^{er}, 3^o, de la loi du 8 août 1983) dans la circonstance visée à l'article 3, § 1^{er}, 6^o, de l'avant-projet ;

- le lieu de résidence (article 3, alinéa 1^{er}, 5^o, de la loi du 8 août 1983) dans les circonstances visées à l'article 3, § 1^{er}, 1^o à 3^o, 5^o et 6^o, de l'avant-projet ;

- l'état civil (article 3, alinéa 1^{er}, 8^o, de la loi du 8 août 1983) dans les circonstances visées à l'article 3, § 1^{er}, 1^o à 6^o, de l'avant-projet ;

- la quasi-intégralité des données figurant à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o à 8^o, de la loi du 8 août 1983 dans les circonstances visées à l'article 3, § 1^{er}, 5^o, de l'avant-projet.

L'article 3 de l'avant-projet sera réexaminé en conséquence et le commentaire de l'article complété, le cas échéant, par une justification de la nécessité du traitement de ces données.

2.4. Quant à la durée de conservation des données qui, aux termes de l'article 5, paragraphe 1, e), du RGPD, ne peut « excé(der) [...] celle nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées », elle doit être pertinente. En l'espèce, les durées de conservation des données sont définies à l'article 4, § 2, de l'avant-projet.

⁶ Il en va par ailleurs de même pour la référence faite aux « finalités visées à l'article 2 » présente dans l'article 4, § 2, de l'avant-projet.

Il ressort du commentaire de cet article que le délai de conservation des données des citoyens non-membres du personnel visés à l'article 3, § 1^{er}, 1^o à 3^o, de l'avant-projet de maximum quinze ans (prévu à l'article 4, § 2, deuxième tiret, de l'avant-projet) est nécessaire « pour pouvoir apporter certaines corrections ou rectifications, après d'éventuelles réclamations auprès du Conseil d'État et pour pouvoir répondre aux questions d'information de la personne concernée concernant, entre autres, ses résultats de tests et les compétences mesurées ». À cet égard, une justification plus circonstanciée du choix de la durée de quinze ans, laquelle dépasse la durée maximale de conservation de dix ans fixée pour les données visées à l'article 3, § 1^{er}, 6^o (article 4, § 2, quatrième tiret), est nécessaire. Il en va de même pour le délai de maximum quinze ans concernant les citoyens non-membres du personnel visés à l'article 3, § 1^{er}, 7^o (article 4, § 2, cinquième tiret). Cette justification figurera utilement dans l'exposé des motifs, qui sera complété en conséquence.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

Article 4

Au paragraphe 2, troisième tiret, il convient d'omettre les termes « , 8^o ».

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving zich, overeenkomstig artikel 84, § 3, van de gecoördineerde wetten, voornamelijk tot het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, de rechtsgrond[‡] en de vraag of de voorgeschreven vormvereisten zijn vervuld.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’ (hierna de “AVG”), gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), van die verordening en overweging 96 van de preambule van die verordening, alsook in voorkomend geval met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, schrijft voor dat de toezichthoudende autoriteit, *in casu* de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, wordt geraadpleegd bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel, in verband met de verwerking van persoonsgegevens.

In de memorie van toelichting staat het volgende te lezen:

“Dit voorontwerp van wet heeft tot doel een wettelijke basis te creëren om het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning toegang te geven tot bepaalde gegevens van het Rijksregister.”

Het voorontwerp heeft zodoende betrekking op een verwerking van persoonsgegevens.

Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit is gevraagd op 7 juli 2025, dus nadat de afdeling Wetgeving is geadieerd.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste nog wijzigingen zou ondergaan, moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen die niet louter vormelijk zijn en evenmin het resultaat zijn van het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, op hun beurt om advies aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Het voorontwerp strekt ertoe de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, of de organisatie die deze dienst opvolgt, toegang te verlenen tot de informatiegegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8°, van de wet van 8 augustus 1983 ‘tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen’ (artikel 3, § 1, van het voorontwerp). Dat vormt, *in casu* ten aanzien van de personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt en van de burgers, bedoeld in het voorontwerp, die geen lid van dat personeel zijn, een inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven, dat met name door artikel 22 van de Grondwet en artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens wordt gewaarborgd.

In advies 70.542/AG/AV van 24 december 2021 over een voorontwerp van wet “betreffende de verplichte vaccinatie tegen COVID 19 van gezondheidszorgbeoefenaars” heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

“62. Om in het licht van de voornoemde bepalingen aanvaardbaar te zijn, moet de inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven geformuleerd worden in duidelijke en voldoende nauwkeurige bewoordingen die het mogelijk maken te voorzien in welke gevallen de wetgever een dergelijke inmenging toestaat. Elke inmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet bovendien steunen op een objectieve en redelijke verantwoording en bijgevolg evenredig zijn met de door de wetgever nagestreefde doelstellingen.¹ Hoewel met de inmengingen waarin voorliggend voorontwerp van wet voorziet een legitiem doel nagestreefd wordt (cf. *supra*, opmerkingen 43 tot 45), dient nagegaan te worden of aan de vereisten van legaliteit (i), relevantie en proportionaliteit (ii) voldaan wordt.

i) Legaliteit

63. Met betrekking tot het legaliteitsbeginsel, dat onlosmakelijk verbonden is met het recht op eerbiediging van het privéleven gewaarborgd in artikel 22 van de Grondwet, heeft de algemene vergadering van de afdeling Wetgeving het volgende uiteengezet in voornoemd advies 68.936/AV:

‘Krachtens artikel 22 van de Grondwet geldt voor elke verwerking van persoonsgegevens en, meer in het algemeen, voor elke schending van het recht op het privéleven, dat het formeel legaliteitsbeginsel dient te worden nageleefd.²

Doordat artikel 22 van de Grondwet aan de bevoegde wetgever de bevoegdheid voorbehoudt om vast te stellen in welke gevallen en onder welke voorwaarden afbreuk kan worden gedaan aan het recht op eerbiediging van het privéleven, waarborgt het aan elke

¹ Voetnoot 122 van het geciteerde advies: Adv.RvS 63.192/2 van 19 april 2018 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3126/001, 402 tot 456, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/63192.pdf>; adv.RvS 63.202/2 van 26 april 2018 verstrekt over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 5 september 2018 ‘tot oprichting van het informatieveiligheidscomité en tot wijziging van diverse wetten betreffende de uitvoering van verordening (EU) 2016/679 van 27 april 2016 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van richtlijn 95/46/EG’, *Parl.St.* Kamer 2017-18, nr. 54-3185/001, 120 tot 145, <http://www.raadvstconsetat.be/dbx/adviezen/63202.pdf>.

² Voetnoot 123 van het geciteerde advies: Voetnoot 174 van het geciteerde advies: Wat dit beginsel betreft, zie *supra* randnummers 70 en v.

burger dat geen enkele inmenging in dat recht kan plaatsvinden dan krachtens regels die zijn aangenomen door een democratisch verkozen beraadslagende vergadering. Een delegatie aan een andere macht is evenwel niet in strijd met het wettelijkheidsbeginsel voor zover de machtiging voldoende nauwkeurig is omschreven en betrekking heeft op de tenuitvoerlegging van maatregelen waarvan de 'essentiële elementen' voorafgaandelijk door de wetgever vastgesteld zijn.³

Bijgevolg moeten de 'essentiële elementen' van de verwerking van persoonsgegevens in de wet zelf worden vastgelegd. In dat verband is de afdeling Wetgeving van oordeel dat ongeacht de aard van de betrokken aangelegenheid, de volgende elementen in beginsel "essentiële elementen" uitmaken : 1°) de categorie van verwerkte gegevens; 2°) de categorie van betrokken personen; 3°) de met de verwerking nagestreefde doelstelling; 4°) de categorie van personen die toegang hebben tot de verwerkte gegevens; en 5°) de maximumtermijn voor het bewaren van de gegevens.⁴”⁵

2.1. *In casu* bepaalt het voorontwerp de volgende elementen: de verwerkingsverantwoordelijke (artikel 3, § 3, van het voorontwerp), de gegevens die nodig zijn om die doelstellingen te bereiken (artikel 3, § 1, van het voorontwerp), de bewaartermijn van de gegevens (artikel 4, § 2, van het voorontwerp), de categorieën van personen op wie de te verwerken gegevens betrekking hebben (artikel 3, § 1, van het voorontwerp) en de ontvangers of categorieën van ontvangers aan wie de gegevens meegedeeld worden alsook de omstandigheden waarin dat zal gebeuren (artikel 4, § 1, van het voorontwerp).

2.2. De doeleinden van de gegevensverwerking moeten luidens artikel 5, lid 1, b), van de AVG welbepaald, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigd zijn. Ze worden in artikel 2 van het voorontwerp als volgt beschreven:

“Deze wet is van toepassing op de uitvoering van bepaalde diensten die verleend worden door het directoraat-generaal Rekrutering en Ontwikkeling van de Federale Overheidsdienst Beleid en Ondersteuning, zoals rekrutering, selectie, loopbaan, certificering, ontwikkelen en preventie en bescherming op het werk.”

Die bepaling maakt melding van “bepaalde diensten”, waarna een lijst volgt die, zoals blijkt uit het gebruik van het woord “zoals”, niet-exhaustief is. Daardoor is die formulering onvoldoende “welbepaald” en “uitdrukkelijk omschreven” in de zin van artikel 5, lid 1, b), van de AVG.

Een dergelijk doeleinde dient echter geanalyseerd te worden in het licht van de context waarin de verwerking van gegevens wordt toegestaan. In dat opzicht onderscheidt artikel 3, § 1, 1° tot 10°, van het voorontwerp tien contexten waarin de verwerking van gegevens wordt toegestaan.

³ Voetnoot 124 van het geciteerde advies: Voetnoot 175 van het geciteerde advies: Vaste rechtspraak van het Grondwettelijk Hof: zie inzonderheid GwH 18 maart 2010, nr. 29/2010, B.16.1; GwH 20 februari 2020, nr. 27/2020, B.17.

⁴ Voetnoot 125 van het geciteerde advies: Voornoemd adv.RvS 68.936/AV, opmerking 101 (*Parl.St.* Kamer 2020-21, nr. 55 1951/001, 119; <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68936.pdf>).

⁵ Advies 70.542/AG/AV van 24 december 2021 over een voorontwerp van wet ‘betreffende de verplichte vaccinatie tegen COVID-19 van gezondheidszorgbeoefenaars’, *Parl.St.* Kamer 2021-22, nr. 55-2533/1, 57-119.

Naar aanleiding van een vraag daarover heeft de gemachtigde van de minister bevestigd dat de “bepaalde diensten”, vervat in artikel 2, uitsluitend betrekking hebben op de diensten in verband met de contexten opgesomd in artikel 3, § 1, 1° tot 10°, en dit zowel voor personeelsleden van het federaal administratief openbaar ambt als voor burgers die geen personeelslid zijn.⁶

In zoverre lijken de doeleinden van de gegevensverwerking voldoende “welbepaald” en “uitdrukkelijk omschreven”.

2.3. Krachtens artikel 5, lid 1, c), van de AVG moeten de verwerkte persoonsgegevens voorts “toereikend zijn, ter zake dienend en beperkt tot wat noodzakelijk is voor de doeleinden waarvoor zij worden verwerkt”. *In casu* worden de te verwerken gegevens beperkt tot die welke zijn opgesomd in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8°, van de wet van 8 augustus 1983 (artikel 3, § 1, van het voorontwerp).

Wat betreft burgers die geen personeelslid zijn, is het de afdeling Wetgeving niet onmiddellijk duidelijk waarom de overheid toegang moet hebben tot de volgende gegevens:

- de geboorteplaats (artikel 3, eerste lid, 2°, van de wet van 8 augustus 1983) in alle omstandigheden bedoeld in artikel 3, § 1, van het voorontwerp;
- het geslacht (artikel 3, eerste lid, 3°, van de wet van 8 augustus 1983) in de omstandigheid bedoeld in artikel 3, § 1, 6°, van het voorontwerp;
- de verblijfplaats (artikel 3, eerste lid, 5°, van de wet van 8 augustus 1983) in de omstandigheden bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 3°, 5° en 6°, van het voorontwerp;
- de burgerlijke staat (artikel 3, eerste lid, 8°, van de wet van 8 augustus 1983) in de omstandigheden bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 6°, van het voorontwerp;
- bijna alle gegevens bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° tot 8°, van de wet van 8 augustus 1983 in de omstandigheden bedoeld in artikel 3, § 1, 5°, van het voorontwerp.

Artikel 3 van het voorontwerp moet dienovereenkomstig opnieuw worden onderzocht. In de toelichting bij het artikel moet in voorkomend geval bijkomend worden gemotiveerd waarom die gegevensverwerking nodig is.

2.4. De bewaartermijn van de gegevens, die luidens artikel 5, lid 1, e), van de AVG “niet langer [mag zijn] dan voor de doeleinden waarvoor de persoonsgegevens worden verwerkt noodzakelijk is”, moet relevant zijn. *In casu* worden de bewaartermijnen van die gegevens bepaald in artikel 4, § 2, van het voorontwerp.

⁶ Dat geldt overigens ook voor de verwijzing in artikel 4, § 2, van het voorontwerp naar “de doeleinden bedoeld in artikel 2”.

Uit de toelichting bij dat artikel volgt dat de maximale bewaartermijn van 15 jaar (bepaald in artikel 4, § 2, tweede streepje, van het voorontwerp) van gegevens van burgers die geen personeelslid zijn, bedoeld in artikel 3, § 1, 1° tot 3°, van het voorontwerp, nodig is “om bepaalde correcties of rechtzettingen aan te brengen na eventuele klachten bij de Raad van State en om te kunnen antwoorden op informatieve vragen van de betrokkene, o.a. over zijn testresultaten of competentiemetingen”. In dat verband moet omstandiger worden gemotiveerd waarom is geopteerd voor een termijn van vijftien jaar, die langer is dan de maximale bewaartermijn van tien jaar die bepaald is voor de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, 6° (artikel 4, § 2, vierde streepje). Hetzelfde geldt voor de maximale bewaartermijn van vijftien jaar wat betreft burgers die geen personeelslid zijn, bedoeld in artikel 3, § 1, 7° (artikel 4, § 2, vijfde streepje). Het verdient aanbeveling die rechtvaardiging op te nemen in de memorie van toelichting, die dienovereenkomstig moet worden aangevuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

Artikel 4

In paragraaf 2, derde streepje, moet de vermelding “, 8°” worden weggelaten.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER FACCO

Patrick RONVAUX